

dans bien des régions, ont noirci jusqu'à la racine, mourront, et les difficultés s'accumuleront. Sans ventes, les dettes s'accroîtront rapidement. Les sources de crédit se tarissent et l'argent, quand ils le trouvent, est devenu trop coûteux pour les agriculteurs. Le rendement d'une ferme moyenne est inférieur au taux d'intérêt sur l'argent que l'agriculteur emprunte. Si le gouvernement n'accorde pas immédiatement de secours en espèces aux agriculteurs de l'Ouest, je prédis que 25 p. 100 d'entre eux feront faillite et quitteront la terre. Tous ceux qui connaissent bien la situation ne pourront qu'en convenir. Bref, tout tableau que je pourrais brosser de la situation des cultivateurs de céréales de l'Ouest, aussi noir soit-il, rendrait à peine justice à la gravité de la situation.

Nous avons entendu les propositions du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) et nous avons aussi entendu parler de la lutte contre l'inflation. Sauf erreur, on en a aussi parlé dans le discours du budget. Mais les cultivateurs de l'Ouest luttent contre l'inflation depuis vingt ans. Ils vendaient leurs produits sur les marchés de 1950 et de 1960 aux prix de 1940. En 1939, les agriculteurs payaient \$1,200 pour un tracteur de trois ou quatre socs. Aujourd'hui, ils paient \$5,000 pour la même machine. Un boisseau se vendait alors 50c. Aujourd'hui, bien des cultivateurs en obtiennent \$1.

• (9.20 p.m.)

Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) s'est contenté de parler des problèmes, mais il n'a pas offert beaucoup de solutions. J'avais vraiment honte lorsque je me suis rendu compte qu'il représentait une province de l'Ouest, même si je le félicite d'avoir fait probablement tout ce qu'il pouvait dans les circonstances au sein d'un cabinet quelque peu hostile. Je suis heureux de certaines choses qu'il a accomplies, de certains programmes qu'il a présentés. Mais j'étais profondément confus lorsqu'un ministre d'État a lancé un appel aux consommateurs la semaine dernière pour boycotter le bœuf. C'est un produit de l'Ouest qui soutient notre économie. Dieu sait que le montant supplémentaire que reçoit l'éleveur est loin de correspondre à la hausse des prix réclamée des consommateurs.

Le ministre de l'Agriculture a besoin de consulter ses collègues au sujet de la crise. Je remarque que seulement six de ses honorables amis ont écouté son discours à la Chambre. Voilà, il me semble, une indication de l'intérêt que les membres du gouvernement portent à cette crise agricole. Six députés sur 153 écoutent le ministre de l'Agriculture parler de la crise dans l'Ouest!

Le ministre a énuméré quelques réalisations dans le domaine de l'agriculture: certaines nouvelles dispositions relatives au crédit et des mesures pour l'extension du crédit. Mais il y a d'autres exploits, notamment le déplacement au profit du Québec de 8 millions de livres de produits laitiers des provinces de l'Ouest et—si l'on peut dire que c'est un exploit—l'embouteillage à Vancouver, cet hiver, quand les navires qui attendaient leur chargement de grain n'ont pu rien faire parce que nous ne pouvions pas fournir les catégories demandées.

La planification à long terme s'impose, c'est entendu, mais ce qu'il faut à ces agriculteurs aujourd'hui, demain ou la semaine prochaine, c'est de l'argent. Pour un grand nombre de ces agriculteurs, la planification à long terme ne rime à rien, car ils ne seront pas là pour en profiter. Lorsque nous demandons des subventions, de l'argent sur-le-champ, on demande d'où vient l'argent. Les impôts sont au maximum. Mais examinons la situation. Comme le député de Vegreville (M. Mazankowski) l'a signalé la semaine dernière—et le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) a repris ces propos cet après-midi—rien ne semblait s'opposer à ce qu'on mette environ 80 millions de dollars de droits de douane aux fabricants d'automobiles, l'une d'eux recevant à lui seul \$75 millions de ce montant. J'ai étudié le bilan financier de ce fabricant et j'ai constaté que les bénéficiaires nets de l'année dernière excédaient 50 millions. Par conséquent, on ne peut guère parler d'acte de charité. Des fonds pourraient tout aussi bien être injectés dans l'agriculture en période de crise, plutôt que d'en faire bénéficier l'industrie de l'automobile.

Nous constatons que les contribuables subventionnent chaque fauteuil du nouveau Centre des arts. Supposons que l'on joue à guichet fermé 100 soirées pendant l'année, et compte tenu de tous les aspects; la subvention sur chaque billet vendu s'élèverait à quelque \$35. Je ne dis pas que je désapprouve le Centre des arts. C'est peut-être une chose nécessaire et souhaitable; on ne peut l'évaluer en argent. Je dis cependant que lorsqu'il faut régler des problèmes fondamentaux, ils ont sûrement la priorité. Voyez la situation à Radio-Canada, qui présente «Things As They Really Are», titre de l'un de ses programmes. Cet organisme coûte aux contribuables quelque 150 millions de dollars par année, et il ne se montre pas non plus tellement difficile dans le choix des sujets qu'il présente au public; nous sommes souvent critiqués à cet égard. Des économies pourraient être réalisées dans